

Près de 100 000 enseignants des écoles en grève

Aujourd'hui lundi 12 novembre, 25% des enseignants du premier degré sont en grève dans le premier degré pour exiger un autre budget et une autre politique éducative.

Le nombre de postes prévus pour le premier degré (2 325) dans le projet de budget 2019 reste largement insuffisant pour accompagner l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire et poursuivre le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+ qui nécessitent 5 000 postes selon ses propres estimations.

Pour y faire face, mais aussi pour répondre aux besoins, le ministère devra prélever des postes en maternelle, dans l'école rurale, dans le dispositif « Plus de maîtres » et également dans le second degré. Hors classes dédoublées, les effectifs restent très élevés avec 41,7% des classes comptant 25 élèves et plus.

Le ministre prône le dialogue mais pratique le monologue. Il a beau déclamer la confiance sous toutes ses formes, les enseignants ne vivent que mise au pas et soupçon. De la diffusion des "bonnes pratiques" sur la lecture, à la révision des programmes sans bilans ni débats et à la mise en place de tests neuro-éclairés en CP et CE1, le ministre veut déposséder les enseignants de leur professionnalité.

Il est inacceptable de les voir réduits à un simple rôle d'exécutants et sommés de mettre en pratique des recettes miracles qu'aucun bilan, aucune recherche ni évaluation ne confortent. Privée des moyens nécessaires à son bon fonctionnement et d'une politique éducative ambitieuse, l'école ne pourra pas répondre aux vraies questions qui lui sont posées aujourd'hui : s'attaquer aux inégalités scolaires et permettre la démocratisation de la réussite de tous.

Les enseignants du premier degré, en grève revendiquent un plan d'investissement massif dans l'école et une toute autre politique éducative s'appuyant sur leur expertise. Le ministre se doit de leur répondre.

Paris, le 12 novembre 2018